

204 IDÉES POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ

GUIDE
DES PROJETS
2013



FONDATION



AGIR POUR L'INNOVATION SOCIALE

SOMMAIRE

Éléments clés	4
Édito de la présidente de la Fondation Macif	5
Les projets accompagnés par la Fondation Macif en 2013	6
Agriculture, alimentation, consommation responsable	6
Biodiversité, gestion des déchets et énergies renouvelables	16
Habitat, logement	26
Lien social, lutte contre l'exclusion et entrepreneuriat social	38
Mobilité, transports	52
Santé	56
Index des structures accompagnées par la Fondation Macif en 2013	64
Le conseil d'administration et la Commission Veille et Prospective	68
 20 ^{ans} en images et en témoignages	70

LA FONDATION MACIF EN QUELQUES MOTS ET QUELQUES CHIFFRES

LA FONDATION MACIF ET L'INNOVATION SOCIALE

La Fondation Macif s'implique directement aux côtés de porteurs de projets novateurs pour répondre aux besoins fondamentaux des personnes (se loger, se nourrir, se déplacer, se soigner...).

Ses partenaires ? Des structures principalement issues de l'économie sociale et solidaire mais aussi des collectivités territoriales, des entreprises à finalité sociale ancrées sur les territoires.

EN 2013

204 projets accompagnés et financés

3 003 salariés associés au financement des projets*

3 767 361 €
de subventions accordées

157 représentants de sociétaires et collaborateurs salariés du groupe Macif impliqués dans la recherche et l'accompagnement des projets

DEPUIS 1993

Plus de **32 millions d'euros** de subventions accordées

Plus de **3 000** projets aidés

* Voir opération MaFondation, en page 70

ÉDITO

204 idées innovantes pour apporter du changement, faire avancer la société, et dans le bon sens ! Habiter un logement mieux isolé, faciliter ses déplacements, mieux se nourrir, vivre en bonne santé... il s'agit des préoccupations quotidiennes de tout citoyen. La Fondation Macif accompagne celles et ceux qui, chaque jour, inventent des solutions pour permettre à tous, et en particulier aux plus démunis, d'accéder à ces besoins fondamentaux. Le guide des projets que je vous invite à découvrir n'est qu'un échantillon des 204 idées que la Fondation Macif a financées et accompagnées en 2013, mais il est représentatif de ce en quoi je crois : la capacité de chacun à innover pour un monde meilleur !

Bonne lecture

*Catherine Le Gac,
présidente de la Fondation Macif*

Ancienne directrice de centres de santé associatifs à Brest, Catherine Le Gac est une sociétaire du groupe Macif depuis plus de 30 ans et représentante des sociétaires dans la région Loir Bretagne depuis 2003. Elle a succédé en janvier 2014 à Alain Philippe, président de 1993 à 2013.



35 PROJETS SOUTENUS

Agriculture, alimentation, consommation responsable

- Élevage **éthique** et **écologique**
- autonomie alimentaire des villes*
- relocalisation de l'agriculture **et circuits courts**
- aide alimentaire*

Sur les campus,
les épiceries solidaires
Agorae sont de véritables
lieux de vie et d'échanges
entre étudiants
(voir en page 12).

DES ÉLEVEURS QUI AIMENT LEURS COCHONS !

Sur le territoire breton, éleveurs, bouchers-charcutiers, abatteurs se réunissent au sein du réseau Cohérence pour structurer une filière porcine durable et locale.

« La viande de Cohérence, c'est autre chose ! Dans un élevage en batterie, les porcs sont sur caillebotis, dans un espace clos et restreint. Chez Cohérence, c'est de l'élevage sur paille, à la lumière du jour, et de l'espace pour se déplacer. Les porcs sont nourris avec des céréales sans

semences OGM et sans antibiotiques. Le résultat, c'est une réduction drastique de la mortalité et des problèmes sanitaires. Et les déjections responsables de tant de pollution dans les nappes phréatiques permettent, ici, de constituer un fumier naturel. Le prix de notre santé et d'un traitement humain des animaux ? C'est en moyenne un euro plus cher au kilo et négocié à l'année avec les bouchers de la région. Produire le porc autrement, de manière plus écologique et plus éthique, nous a convaincus d'accompagner Cohérence. Notre financement a permis à neuf éleveurs de Bretagne de lancer leur

activité. Et l'essaimage du réseau est à présent envisagé dans le Nord Finistère. Cohérence, ce n'est encore qu'une goutte d'eau dans un ruisseau. Mais avec 85 % de la production nationale de porc en Bretagne, il y a un avenir pour les éleveurs qui aiment leurs animaux ! »

**Joël Messager - Chargé de mission
Fondation pour la région Loir Bretagne**

**Association
Cohérence**

Territoire : Bretagne
Montant total des subventions : 10 000 euros

DES PAYSANS ANCRÉS DANS LA MONTAGNE

Après des décennies de circuit long, les paysans des Hautes-Alpes cherchent à ancrer davantage leur production sur le territoire. Véritable porte de sortie face aux crises subies par les filières laitières et viandes des vallées, le retour aux circuits courts n'est pas sans embûches. Maillon faible d'une chaîne agricole de proximité : les circuits de commercialisation régionaux. Échanges Paysans souhaite ainsi réunir producteurs et consommateurs au sein d'une plateforme

permettant la collecte de la production locale et du terroir et sa distribution auprès de marchés identifiés parmi lesquels : la restauration collective, le marché individuel, mais aussi la clientèle touristique.

**Association Échanges
Paysans Hautes-Alpes**

Territoire : Hautes-Alpes
Montant total des subventions : 20 000 euros



Délégation
Loir Bretagne



Délégation
Rhône-Alpes

Dans les Hautes-Alpes, Échanges Paysans crée et développe les circuits de commercialisation locaux pour faire vivre l'agriculture à une échelle régionale.



Dans les Côtes-d'Armor, les éleveurs du réseau Cohérence défendent une filière porcine durable et locale



Joël Messager

© Mourad Cherif/Macif

© Mourad Cherif/Macif



© RENETA

Jean-Baptiste Cavalier



© RENETA

TEST GRANDEUR NATURE

RENETA (Réseau national des espaces tests agricoles) donne le coup de pouce rêvé pour les agriculteurs en devenant en leur permettant de tester leur activité avant de se lancer.

« De plus en plus de porteurs de projet souhaitant s'installer en agriculture ne sont pas issus du milieu agricole. Or, les freins rencontrés par ces publics dans leur parcours sont nombreux : manque d'expérience, problèmes d'accès au foncier, insertion dans le territoire... Avec les espaces tests, nous permettons à ces personnes d'expérimenter en conditions réelles leur projet agricole pendant deux à trois ans. Ces dispositifs regroupent des associations de dévelop-

pement agricole, collectivités, chambres d'agriculture, lycées agricoles, couveuses d'activités, ou encore des parcs naturels régionaux. C'est cette collaboration multipartenaire qui offre au futur agriculteur un cadre légal, juridique, des moyens de production, en particulier des terres, et un accompagnement sur mesure. Comme il s'agit d'un système relativement nouveau en France, nous avons créé un réseau, RENETA, pour regrouper ces espaces tests, en promou-

voir le concept et faciliter les échanges d'expériences entre membres afin d'en améliorer le fonctionnement. »

Jean-Baptiste Cavalier - Animateur du réseau RENETA

Association RENETA
 Territoire : France entière
 Montant total des subventions : 25 000 euros



Les habitants de Strasbourg prennent leur alimentation en main avec les Incroyables Comestibles !

© Les incroyables Comestibles

L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE DES VILLES

Quand les citoyens investissent la ville pour répondre à la question de leur alimentation, cela donne les Incroyables Comestibles. Un projet où chaque parcelle disponible est cultivée pour assurer une autonomie alimentaire. Exemple en Alsace.

« Beaucoup de personnes sont en rupture avec le modèle de société actuel : non-prise en compte des questions environnementales dans les politiques, modèle de croissance non soutenable, perte du lien social, augmentation des inégalités... La question de l'alimentation est au cœur de ces débats, car elle concentre des enjeux fondamentaux ; aujourd'hui, la plupart des villes fran-

çaises ont une autonomie alimentaire de 48 heures seulement ! En Alsace, les Incroyables Comestibles apportent une réponse joyeuse, fédératrice et efficace à ces problèmes, en mobilisant les populations sur le thème de l'alimentation de proximité, de l'agriculture périurbaine, de l'autosuffisance, de la participation citoyenne... En se constituant en petits groupes, en créant ensemble des pota-



Martine Fournier

© Thierry Borredon

gers où la nourriture produite est partagée et offerte à tous, de nombreux citoyens s'engagent dans une action collective et deviennent eux-mêmes acteurs du changement. »

Martine Fournier - Chargée de mission Fondation Macif pour la région Centre Europe

Incredible Edible ou Incroyables Comestibles en France est une expérience communautaire d'autosuffisance alimentaire, testée pour la première fois en 2008, par des habitants de Todmorden, en Angleterre. De petits potagers, cultivés par des volontaires dans toute la ville, sont mis à disposition gratuitement des citoyens. Cette expérience a été reprise dans de nombreuses régions du monde et de la France.

Association Les Incroyables Comestibles
 Territoire : Alsace
 Montant total des subventions : 20 000 euros

ÉTUDIANTS ET EN BONNE SANTÉ !

Deux ans que la première Agorae a vu le jour. Aujourd'hui, ces épiceries sociales étudiantes, situées sur les campus universitaires, se comptent au nombre de sept. Panorama.

Hausse des dépenses obligatoires et du coût de la vie : parmi les 2,5 millions d'étudiants en France, 45 000 vivent dans une situation de très grande pauvreté, et un sur quatre a déjà renoncé à des soins. Beaucoup négligent aussi leur alimentation. Les Agorae ont été créées pour favoriser l'accès à des produits alimentaires à faible prix aux étudiants en difficulté financière ou sociale. Elles constituent également un espace convivial d'échanges, d'information et de prévention.

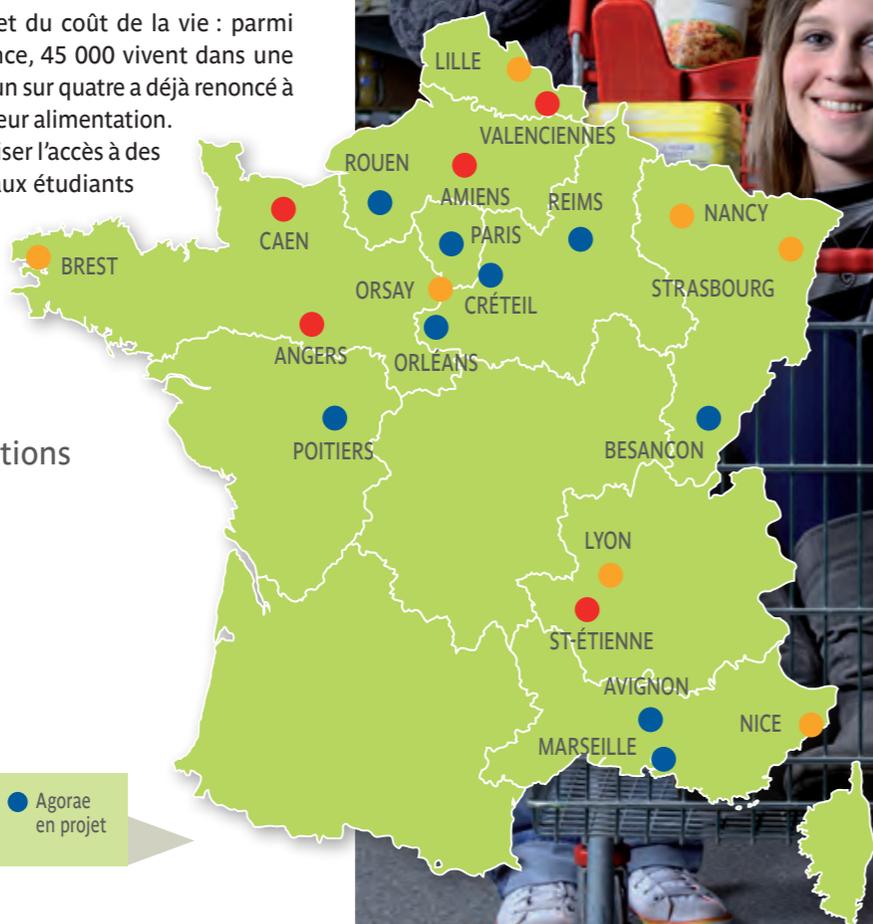
FAGE (Fédération des associations générales étudiantes)

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 30 000 euros

Association Créateurs d'Avenir

Territoire : Strasbourg
Montant total des subventions : 7 000 euros

- Agorae ouvertes
- Agorae prochainement ouvertes
- Agorae en projet



National & délégations Centre Europe et Macif Mutualité



Des étudiants bénévoles de l'Agorae du campus de Lyon.

QUELQUES EXEMPLES DE SERVICES PROPOSÉS PAR LES AGORAE

- Vente de produits de consommation courante à 20 % de leur prix.
- Orientation des étudiants et conseil sur leurs droits.
- Permanences de psychologues, assistantes sociales, avocats, médecins.
- Distribution de paniers AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne).
- Prévention santé.

© Stephan Zaubitzer/Fondation Macif



National

UN CIRCUIT COURT ENTRE AGRICULTEURS ET AIDE ALIMENTAIRE

Au cœur du programme d'épiceries solidaires Uniterres emmené par l'ANDES* : la rencontre des besoins des agriculteurs et ceux de l'aide alimentaire.



© Thierry Borredon

Roselyne Sérac

programme Uniterres : une coopération entre les structures d'aide alimentaire et l'agriculture locale afin de rendre accessibles des produits frais de qualité aux personnes en situation de précarité tout en contribuant au maintien et au développement de l'agriculture locale. L'association établit avec les agriculteurs les prix de leur production. Ces prix sont définis à l'année et payés à l'avance, évitant ainsi aux agriculteurs une vente à perte tout en leur garantissant une trésorerie. Depuis 2013, nous accompagnons l'essaimage du programme en Languedoc-Roussillon et en région PACA, après une première expérimentation menée par l'ANDES en 2012 dans la région Poitou-Charentes. »

Roselyne Sérac - Chargée de mission Fondation Macif

*Association nationale de développement des épiceries solidaires

ANDES

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 30 000 euros

DE L'INTÉRÊT DE NOS CAMPAGNES

Qui sont les agriculteurs dans notre société ? C'est la question à laquelle répond la FNCIVAM (Fédération nationale des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural) pour faire valoir ceux qui occupent une place vitale dans notre monde rural.

Né dans les années cinquante, le mouvement CIVAM accompagne des initiatives pour préserver les savoir-faire et le bien-être en milieux agricole et rural. Dans un mouvement global de transition environnementale, sociale et économique, la FNCIVAM interroge la place de l'agriculteur dans notre société, en dressant un état des lieux des services rendus par ces acteurs encore considérés à l'aune de leur seule production alimentaire. Énergie, santé, habitat... les contributions de nos agriculteurs à des innovations sociales ou environnementales sont multiples. Pour exemple, l'accueil de patients d'établissements psychiatriques dans les fermes, la valorisation du bois de haie pour les chaudières à bois, la production de matériaux de construction comme le chanvre, etc. Ce coup de projecteur doit ainsi permettre à la FNCIVAM d'alimenter la réflexion collective et publique sur les évolutions de l'agriculture et le devenir des territoires ruraux.

Association FNCIVAM

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 30 000 euros

Nicolas Bastin, éleveur à Barjac a bénéficié de l'aide de Terre de Liens et de la finance solidaire pour développer son activité agricole.

© Émile Loreaux / Fondation Macif

LA FINANCE

Aider l'agriculture durable et locale à se développer davantage sur le territoire français, c'est l'objectif du réseau MIRAMAP (Mouvement interrégional des AMAP*). Parmi ses principales actions : faciliter l'accès au financement des agriculteurs.

AU SERVICE DE L'AGRICULTURE

Les artisans de l'agriculture durable et locale rencontrent deux obstacles majeurs lorsqu'ils cherchent à installer, développer ou pérenniser leur activité. Le premier, l'accès au foncier, est déjà au cœur de nombre d'actions menées par des associations telles que Terre de Liens ou encore RENETA**. Le second, l'accès au financement, demeure un handicap majeur pour nombre de paysans. L'obtention de crédits auprès d'organismes financiers est conditionnée par l'apport de cautions personnelles et exclut, de

fait, l'achat de matériels d'occasion ou le rachat de parts sociales. Le réseau MIRAMAP a décidé, en 2010, de s'attaquer à ce problème en expérimentant de nouveaux outils de financement. Ce collectif de producteurs et de consommateurs d'AMAP a ainsi créé un fonds de garantie abondé par ses adhérents, les citoyens et les collectivités permettant de faciliter l'octroi de prêts bancaires aux agriculteurs réunis en AMAP. Il associe également les réseaux de la finance solidaire en proposant, notamment, la

bonification des prêts contractés auprès de la NEF (banque solidaire). La Fondation Macif accompagne la pérennisation et l'essaimage de ces dispositifs.

* Association pour le maintien d'une agriculture paysanne

** RENETA, voir page 10. Terre de Liens, voir page 33

MIRAMAP

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 20 000 euros



National



National

27 PROJETS SOUTENUS

Biodiversité, gestion des déchets et énergies renouvelables

*Le Réseau
des alternatives forestières
agit pour une gestion
solidaire et responsable
des forêts (voir page 21).*

énergie **renouvelable** et **citoyenne**

gestion douce des bois et forêts

recyclage des huiles alimentaires usagées

politique écologique territoriale

CITOYENS : INVESTISSEZ DANS L'ÉNERGIE !

Énergie partagée permet aux citoyens de contribuer financièrement au développement des énergies renouvelables en France. Ce mouvement a déjà contribué à la réalisation de nombreux projets financés par des centaines d'habitants. Panorama des projets en cours.

Fondé par les organismes pionniers de la finance solidaire et des énergies renouvelables, Énergie partagée est composée de porteurs de projets soutenus par des milliers de citoyens actionnaires qui souhaitent reprendre la main sur leur pouvoir d'investissement et leur choix de consommation énergétique. Les citoyens peuvent identifier sur www.energie-partagee.org un projet de site de production à proximité de chez eux pour contribuer à son développement.



Projets solaire photovoltaïque (9 projets)



Projet économies d'énergie (1 projet)



Projets éolien (8 projets)



Projet biomasse (1 projet)



Projet micro-hydraulique (1 projet)



Association
Énergie partagée

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 40 000 euros



© Mourad Chefrai/Macif

NOTRE VENT L'EMPORTERA

2,27 millions d'euros, c'est la somme apportée par des habitants de Bretagne pour la construction du premier parc éolien coopératif français. Cette mobilisation citoyenne inédite a un nom : Éoliennes en Pays de Vilaine.

Pas d'énergie nucléaire en Bretagne, mais beaucoup de vent, une ressource naturelle, inépuisable et décentralisée ! C'est le point de départ du projet mené par Éoliennes en Pays de Vilaine visant à implanter un parc de quatre éoliennes de 2 MW chacune, à Béganne (Morbihan) puis à Sévérac (Loire Atlantique). S'inspirant des modèles danois et allemand, des habitants du Pays de Redon ont eu l'idée d'en faire un projet coopératif en y associant la population locale. Les habitants ont été, dès le départ, consultés et impliqués dans la mise en œuvre du projet et ont eu la possibilité d'investir

financièrement dans la société citoyenne qui construit et gère le parc éolien. Pionnier en France, Éoliennes en Pays de Vilaine, à l'instar d'Enercoop ou encore d'Énergie partagée dont elle est partenaire, contribue à faire de l'énergie une ressource citoyenne, écologique et durable.

Association Éoliennes
en Pays de Vilaine

Territoire : Bretagne
Montant total des subventions : 50 000 euros

NOTRE FORÊT

Parvenir à une gestion douce des forêts et favoriser le renouvellement des ressources, c'est l'objectif de Bois d'ici et du Réseau des alternatives forestières (RAF) via un rassemblement inédit des acteurs du monde du bois et de la forêt.



© Mourad Chefai/Macif

Jan Wycech

BOIS D'ICI, UNE INITIATIVE LOCALE

« La forêt est soumise aux mêmes tendances productivistes que l'agriculture. Les filières de transformation du bois se concentrent, l'exploitation forestière s'intensifie et se mécanise, engendrant la disparition des emplois locaux, l'uniformisation des produits et l'appauvrissement des écosystèmes. Dans la région Sud Ardèche où la filière bois est peu développée, le collectif Bois d'ici milite en faveur d'une gestion douce de la forêt et d'une utilisation locale, diversifiée et optimale de la ressource. Il réunit professionnels (sylviculteurs, bûcherons, élagueurs, menuisiers,

charpentiers, constructeurs...) et citoyens, pour créer une microfiliale mobilisant de petits volumes de production et des activités artisanales, dans un souci de rémunérer les acteurs locaux de manière juste et équitable. »

Jan Wycech - Chargé de mission Fondation, pour la région Rhône-Alpes

Collectif Bois d'ici

Territoire : Ardèche
Montant total des subventions : 16 000 euros

Délégation Rhône-Alpes



© Anne Berthet

Anne Berthet

UN RÉSEAU POUR LES ALTERNATIVES FORESTIÈRES

« Plantations d'arbres en monoculture, récolte des arbres avant leur maturité, mécanisation lourde, projets bois-énergie surdimensionnés, perte de savoir faire artisanaux... la forêt est gérée sur du court terme ! Le Réseau alternatives forestières (RAF) agit pour une gestion responsable et solidaire de la forêt, et pour une forêt créatrice d'emplois de qualité. C'est pourquoi nous accompagnons le développement des circuits courts pour valoriser au mieux le bois produit par la nature pour l'habitat et l'énergie. Nous organisons des formations ouvertes à tous sur le diagnostic des parcelles boisées, la gestion douce de la forêt, la récolte et la vente locale des bois.

C'est la particularité du RAF : ouvrir l'action et le débat à l'ensemble de la société civile et pas uniquement aux professionnels de la forêt. Cet environnement occupe un tiers du territoire français et les citoyens ont leur mot à dire ! »

Anne Berthet - Animatrice du RAF

RELIER

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 40 000 euros

National





Délégation Rhône-Alpes

L' HUILE : LE NOUVEAU PÉTROLE ?

Les huiles et graisses alimentaires usagées (HAU) sont désormais collectées et recyclées pour fournir de l'énergie à des véhicules, des chaudières... ou encore des tronçonneuses ! Trois pionniers de cette petite révolution énergétique sont accompagnés par la Fondation.



Le recyclage des huiles alimentaires usagées permet, notamment, de produire une huile de tronçonneuse 100% biodégradable.

DE L'HUILE POUR TRONÇONNEUSE AVEC HUILETIC

L'association Huiletic a conçu une huile de chaîne de tronçonneuse végétale 100 % biodégradable. Cette invention répond à un enjeu majeur : stopper la pollution diffuse* provenant de l'utilisation des huiles minérales**. Le processus de fabrication vient alimenter la création d'une filière locale de revalorisation des HAU, mise en place en Ardèche, par Huiletic. Cette filière permet de générer une activité économique unique pour le territoire tout en répondant aux besoins locaux des forestiers et des usagers producteurs d'HAU, auprès de qui la collecte est gratuite.

* Pollution due à des rejets issus de toute la surface d'un territoire et transmis aux milieux aquatiques de façon indirecte.

** Huile issue de la distillation de certains combustibles fossiles utilisée notamment pour alimenter les transformateurs électriques.

Association Huiletic

Territoire : Ardèche
Montant total des subventions : 20 000 euros

© Huiletic



Les huiles alimentaires usagées sont collectées directement auprès des restaurateurs, comme ici avec le projet GECCO.

GECCO : LA CRÉATION D'UNE FILIÈRE ÉCOLOGIQUE DE RECYCLAGE DES HAU



Délégation Mutavie

En partenariat avec des entreprises d'insertion, GECCO collecte auprès de 1 200 établissements (restaurants, cantines, déchetteries...) des HAU, et les revalorise localement pour produire un biodiesel ainsi que des biolubrifiants utilisés dans les chaînes de tronçonneuses pour l'exploitation de la filière bois. Présente dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Picardie ainsi qu'en Ardèche et dans les Pyrénées-

Orientales, cette entreprise solidaire souhaite maintenant passer à la vitesse supérieure en essayant ses processus dans toute la France. La Fondation Macif l'accompagne dans ce changement d'échelle.

SARL GECCO

Territoire : Nord, Pas-de-Calais, Picardie, Ardèche, Pyrénées-Orientales
Montant total des subventions : 50 000 euros



Délégation Provence Méditerranée

DE L'ÉNERGIE POUR LES CHAUDIÈRES AVEC OLÉO-DÉCLIC

L'huile pour se chauffer ? C'est ce que propose l'association Oléodéclic, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, grâce à une méthode de filtration des huiles alimentaires usagées (HAU) sobre en énergie et sans additif chimique. Le produit fini viendra directement alimenter chaudières et groupes électrogènes des collectivités via un circuit court associant les restaurateurs pour la collecte des déchets.

Association Oléo-Déclic

Territoire : Provence-Alpes-Côte d'Azur
Montant total des subventions : 10 000 euros

© GECCO



Délégation
Rhône-Alpes



© Eric Flogny / Fondation Macif

REPENSER LE DÉCHET

Dans les Hautes-Alpes, le Syndicat mixte intercommunal de l'embrunais savinois (SMITCOM) est la deuxième collectivité française à intégrer directement dans son programme de réduction des déchets une ressourcerie. Une révolution dans la manière d'appréhender les déchets, portée par un acteur public !

Véritable concept écologique, la ressourcerie recycle et transforme des objets abandonnés. Jouets, meubles, lampes, textiles, électroménager... longue est la liste de ces objets détournés de la déchetterie pour venir réintégrer notre vie quotidienne. Un cercle vertueux, en somme, d'autant plus que les ressourceries, plus d'une centaine en France, n'ont pas de but lucratif, et contribuent à créer de l'emploi. Dans les Hautes-Alpes, le Syndicat mixte intercommunal de l'embrunais savinois (SMITCOM) s'est emparé de cette véritable solution écologique et économique, propre à dynamiser un territoire

composé de seize communes, en l'intégrant directement dans son programme de réduction des déchets. Les bénéfices sont multiples : réduction des coûts de collecte et de traitement, production de biens d'équipement de seconde main à bas prix... et création d'emplois !

SMICTOM
Territoire : Hautes-Alpes
Montant total des subventions : 10 500 euros

UN TERRITOIRE REMARQUABLE

Sur le bassin-versant de la Drôme, Biovallée® ambitionne d'être un territoire rural de référence en matière de développement durable.

Collectivités, associations, entreprises, citoyens... tous sont conviés par l'association Biovallée® à faire de la vallée de la Drôme un écoterritoire rural de référence au niveau national et européen. Les objectifs sont ambitieux à l'horizon 2020 : autonomie et sobriété énergétique du territoire, 50 % d'agriculteurs et de surfaces biologiques, 80 % d'aliments biologiques ou locaux en restauration collective, division par deux des déchets, etc. Pour les atteindre, Biovallée® crée une marque homonyme afin de porter une stratégie coopérative entre tous les acteurs du territoire. Différents outils facilitant la coopération sont mis en place afin de concevoir, repérer, promouvoir et démultiplier les pratiques de développement durable et notamment : un observatoire des savoir-faire et pratiques, des programmes de financement et une charte liant tous ses adhérents. Laboratoire grandeur nature du développement durable, Biovallée® est une expérience unique en Europe.

Association de gestion et de promotion de la marque Biovallée®
Territoire : Drôme
Montant total des subventions : 30 000 euros



Délégation
Rhône-Alpes



© Biovallée

Habitat, logement

Zéro système de chauffage, une architecture favorisant le confort thermique, les maisons passives divisent par dix les consommations énergétiques liées à l'habitat (voir page 28).

29 PROJETS SOUTENUS

maison passive

éco et autoréhabilitation

lutte contre la précarité énergétique

logement solidaire et intergénérationnel

habitat rural



LA MAISON IDÉALE

La cote de popularité des maisons passives a largement augmenté ces dernières années. Mais les bonnes pratiques à l'origine de ces modèles « anti-précarité énergétique » doivent être davantage relayées.

Zéro système de chauffage, une architecture favorisant le confort thermique (triple vitrage, isolation renforcée, ventilation double flux, exposition optimum...) et une division par dix des consommations énergétiques, les maisons passives sont un des remèdes face à la précarité énergétique. La Fondation Macif, après un premier soutien en 2010, accompagne l'association pionnière en France pour favoriser la promotion du standard européen « La Maison passive » via

la diffusion de documentation technique à l'usage des professionnels et des étudiants ingénieurs et architectes. En ligne de mire : aider la population à contrer l'inexorable montée du coût de l'énergie.

Association La Maison passive France

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 50 000 euros

QUAND LES CONTENEURS RESTENT À QUAI

L'association Citizenship s'empare de la vague des conteneurs-studios pour réaliser des logements à la fois sociaux et écologiques.

C'est au Danemark qu'on observe les premières réalisations de studios à partir de conteneurs de cargo, en 2005. Dans les zones où l'export est plus faible que l'import, ces caissons métalliques dédiés au transport maritime de marchandises finissent bien souvent au rebut, trop coûteux pour une réembarcation à vide. A Marseille, l'association française Citizenship reprend cet ingénieux système mais avec l'objectif de créer des logements, à la fois sociaux et écologiques. Pour réhabiliter les conteneurs, l'association doit faire appel à des compétences professionnelles

spécifiques... elle choisit alors de former des salariés en insertion sur les métiers de la métallerie et de l'isolation. Ce projet vertueux devra conduire à une création de pépinières pour les entreprises d'insertion et un partenariat avec les filières professionnelles de la métallerie.

Association Citizenship

Territoire : Marseille
Montant total des subventions : 10 000 euros



Les containers destinés au rebut sont réutilisés...



... pour réaliser des logements»

FINANCER L'ÉCORÉHABILITATION D'UN TERRITOIRE

Dans les Vosges, la Maison d'emploi de la Déodatie a créé un fonds de préfinancement des travaux de rénovation pour faciliter les avances sur trésorerie des foyers les plus démunis. Cette lutte contre la précarité énergétique du territoire génère aussi de nouveaux marchés pour les artisans locaux.

« En Déodatie, nous sommes très concernés par l'écoringénierie. Une grande partie de l'habitat a été construite avant 1970, avec peu ou pas d'isolation, et sur un

territoire montagneux, soumis à des températures rigoureuses. Les plus modestes ne disposent pas de moyens suffisants pour financer un chantier d'écoringénierie. Et même si l'État attribue des subventions importantes, celles-ci sont versées à l'issue des travaux. Notre idée avec l'ANAH* a été de créer un fonds de préfinancement permettant à ces foyers de réaliser leurs travaux de rénovation et de viser un niveau de rénovation élevé pouvant aller jusqu'à du BBC**. C'est un point très important car les interventions à minima ne génèrent aucune économie à moyen terme, avec la hausse des coûts de l'énergie ! Ce fonds, à l'échelle de tout un territoire, permet de réunir des financements plus importants car les collectivités, la Région Lorraine et les partenaires, comme la Fondation Macif, sont, de fait, plus nombreux à y abonder. Cela nous permet d'obtenir un taux d'économie d'énergie supérieur au national***, et surtout de sortir durablement les gens de la précarité énergétique. Ce système impacte aussi le dynamisme économique



Arnaud Friedman

© A. Friedman



Délégation Centre Europe

EN CHIFFRES

46 % d'économies d'énergie après travaux contre 35 % au national

1500 habitations rénovées d'ici 2015

6,5 M€ de chiffre d'affaires pour la filière du bâtiment (coût moyen des travaux par foyer : 23 000 € TTC)

du territoire : en réalisant davantage de travaux, nous investissons auprès des artisans du bâtiment et contribuons au développement d'une main d'œuvre formée et qualifiée. »

Arnaud Friedman - Directeur de la Maison de l'emploi de la Déodatie

* ANAH : Agence nationale de l'habitat
** BBC : Bâtiment basse consommation
*** Voir encadré

Association Maison de l'emploi de la Déodatie

Territoire : Lorraine
Montant total des subventions : 25 000 euros

ACTEUR DE SON LOGEMENT

Pour combattre la précarité énergétique chez les plus fragiles, les Compagnons Bâisseurs prônent l'autoréhabilitation accompagnée. Une initiative pour redonner confiance et autonomie.

Un habitat précaire, des revenus limités, une méconnaissance des bons gestes. Pour les familles les plus démunies, cette situation signifie souvent factures d'énergie lourdes et inconfort. Un constat que l'association les Compagnons Bâisseurs Provence combat depuis 2011, avec « Consommer mieux pour consommer moins », un projet cofinancé

par la Fondation Macif. « Nous incitons les personnes à réaliser elles-mêmes les travaux. Après un diagnostic et une préconisation technique, un spécialiste les accompagne, puis les laisse agir seules. Ainsi, impliquées dans un projet dont elles ont la maîtrise, ces personnes reprennent confiance et dignité vis-à-vis de leur entourage », témoigne



© A. Barcot



National & Délégations Loir Bretagne et Provence Méditerranée

Christine Vallette, responsable de l'antenne varoise des Compagnons Bâisseurs.

Le projet concerne 39 communes du bassin Saint-Maximin-Brignoles et 75 familles ont déjà bénéficié de ce soutien. « Nous fournissons une partie des matériaux et impliquons des partenaires sociaux et des collectivités. Les travaux s'accompagnent également d'aides financières pour remplacer les équipements électroménagers économes », indique Christine Vallette. Une manière de mieux maîtriser la consommation des énergies dans un logement décent... un geste liant économie et environnement.

Article de Tous Sociétaires, magazine des sociétaires du groupe Macif (cahier Provence Méditerranée)

Association Compagnons Bâisseurs Bretagne

Territoire : Bretagne
Montant total des subventions : 23 500 euros

Association Compagnons Bâisseurs Provence

Territoire : Provence
Montant total des subventions : 20 000 euros

Association nationale des Compagnons Bâisseurs

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 15 000 euros

LE LOGEMENT SOCIAL AUTREMENT

Avec la réhabilitation de l'ancienne clinique Bon Secours, à Arras, Pas-de-Calais habitat propose un nouveau modèle de logement intergénérationnel. Innovation, mixité et solidarité sont au cœur de ce projet.



Patrick Maerten

« L'îlot Bon Secours accueille des couples avec ou sans enfants, des familles monoparentales, des célibataires, des personnes âgées, des personnes trisomiques en prise d'autonomie, dans des logements sociaux ou privés selon leur niveau de ressources. Au sein de cette mixité sociale, il faut créer du lien ! Pour réunir les bonnes conditions, Pas-de-Calais habitat s'est inspiré d'initiatives sur l'habitat populaire réalisées au Québec. Les ingrédients ? Ce sont avant

tout des lieux de rencontres : jardin, potager, café, bibliothèque, cinéma... Autant d'occasions pour permettre aux habitants d'échanger entre eux, mais aussi de produire eux-mêmes de nouvelles idées pour améliorer leur quotidien, comme de mettre à disposition des vélos électriques pour les déplacements. Le pilier de ce logement social pas comme les autres, c'est la conciergerie évidemment ! Elle gère toute la vie en communauté avec ce petit plus : un portail numérique pour faciliter encore davantage les échanges. Cet ensemble de dispositifs permet de créer une vraie solidarité entre les habitants et de prévenir la solitude des plus isolés. »

Patrick Maerten
Chargé de mission Fondation
pour la région Nord-Pas de Calais



Pas-de-Calais habitat

Territoire : Arras
Montant total des subventions : 10 000 euros



Délégation
Nord-
Pas de Calais

UN HÔTEL ACCUEILLANT

Dans l'agglomération de Caen, à Colombelles, l'association Revivre crée un hôtel à vocation à la fois touristique et adapté aux besoins des personnes en rupture de logement.

Le recours à l'hébergement en hôtel pour des personnes se trouvant brutalement sans toit s'est banalisé ces dernières années. L'association Revivre, à Colombelles dans le Calvados, transpose ce double emploi, touristique et d'urgence, en un projet d'habitat social et solidaire. Avec l'aide de l'organisme HLM Le Foyer normand, elle projette la construction d'un hôtel hébergeant à la fois

une clientèle touristique, des familles ou personnes rencontrant des difficultés pour se loger et orientées par le 115, mais aussi destiné à répondre aux demandes locatives insatisfaites d'étudiants, salariés saisonniers ou encore stagiaires. L'exploitation de la partie commerciale permettra de financer l'offre de logements d'urgence. Chambres équipées d'une cuisine, accès à Internet,

et à des postes informatiques ainsi qu'à une laverie, sont quelques-uns des services prévus afin d'offrir les conditions optimales pour ces publics en souffrance.

Association Revivre

Territoire : Colombelles, Calvados
Montant total des subventions : 20 000 euros



Délégation
Centre

UN TOIT POUR LES AGRICULTEURS

Terre de Liens s'attaque à une problématique encore trop largement ignorée : les conditions de vie et de logement dégradées des agriculteurs.

20 % des logements d'agriculteurs frôlent l'insalubrité, 80 % ne répondent pas aux critères de décence et 100 % d'entre eux sont de véritables passoires thermiques. Face à cette avalanche de chiffres, les finances des agriculteurs français ne font pas le poids,

d'autant plus que leurs investissements sont dirigés en priorité sur l'activité agricole, elle-même déjà en péril. Rassemblant les acteurs de son mouvement, Terre de Liens lance une dynamique partenariale avec le monde du logement social, de l'écoréhabilitation, de l'écoconstruction ou encore des nouvelles formes d'habitat (efficacité énergétique) afin d'apporter progressivement des réponses à cette problématique, très faiblement prise en compte en France. Ce mouvement, aujourd'hui largement reconnu pour son action de préservation du foncier et d'aide à l'installation des paysans*, se donne ainsi

de nouvelles ambitions qu'il nourrira, dans un premier temps, via des expérimentations auprès de ses paysans-adhérents.

* La Fondation Macif accompagne depuis 2009 Terre de Liens et la création de dispositifs d'épargne solidaire. Ses délégations régionales Centre, Gâtinais Champagne, Île-de-France, Nord-Pas de Calais, Provence Méditerranée, Sud-Ouest Pyrénées, Val de Seine Picardie sont impliquées.

Association Terre de Liens
Bourgogne Franche-Comté

Territoire : Bourgogne Franche-Comté
Montant total des subventions : 7 000 euros

L'INTERGÉNÉRATIONNEL REPENSAÉ POUR LE MIEUX-VIVRE DES PERSONNES ÂGÉES

Créé après la canicule de 2003, le Pari solidaire prévient la solitude des personnes âgées en créant du lien entre générations. Jeunes, étudiants, service civique et bailleurs sociaux sont les artisans de cette solidarité.

« L'intergénérationnel peut permettre aux personnes âgées de résider à leur domicile dans de meilleures conditions le plus longtemps possible. Par exemple, une personne âgée peut héberger un jeune en contrepartie de moments de convivialité. Mais que faire lorsque les logements ne peuvent accueillir une personne supplémentaire ? Et pour apaiser l'anxiété des seniors face à des situations comme les travaux de réhabilitation de leur résidence ? Avec la Fondation Macif, nous avons travaillé sur cette problématique. En partenariat avec un bailleur social, nous logeons deux jeunes en service civique dans un appartement sur le site en réhabilitation. Ils consacrent 30 heures par semaine auprès

des personnes âgées. En plus d'activités de convivialité, ils participent aux rendez-vous de chantiers nécessaires à la réhabilitation, aident les personnes âgées à empaqueter leurs bibelots, à déplacer les meubles et à remettre tout en place après le passage des ouvriers. Cet accompagnement renforce le sentiment pour nos aînés, souvent isolés, qu'il y a encore beaucoup à attendre des innovations sociales et de la solidarité intergénérationnelle. »

Aude Messean - Cofondatrice de l'association Le Pari solidaire

Association Le Pari solidaire

Territoire : Ile-de-France
Montant total des subventions : 15 000 euros

Délégation
Ile-de-France



Aude Messean

LES PERSONNES ÂGÉES AU CŒUR DU VILLAGE

Pour lutter contre l'isolement des personnes âgées, Québriac en Ile-et-Vilaine construit un ensemble d'habitats, véritable alternative entre le domicile et la maison de retraite.

« Dans les milieux ruraux, les personnes âgées sont désireuses de rester à domicile le plus longtemps possible afin de protéger leur indépendance et leur qualité de vie. En réponse, la commune de Québriac s'est inscrite dans un projet expérimental en construisant en centre bourg des petits pavillons individuels, évolutifs en fonction de l'autonomie. L'accès aux services est facilité, les commerces sont à proximité et tout cela dans un environnement sécurisé. J'ai découvert ce projet en tant que président d'une association pour personnes âgées, et avec la Fondation Macif, nous avons donné un coup de pouce pour l'aménagement du lieu de vie commun aux habitants, afin de favoriser les relations conviviales et spontanées. En 2015, les maisons doivent être terminées et nous espérons que ce projet sera dupliqué, car il s'agit d'une réponse



Gérard Lemor

à une problématique rurale qui permet à ces personnes de garder un contact social tout en préservant leur autonomie. »

Gérard Lemor - Délégué régional Macif Loir Bretagne et membre de la Commission Fondation Macif

CCAS de Québriac

Territoire : Québriac, Ile-et-Vilaine
Montant total des subventions : 5 000 euros

Délégation
Loir Bretagne

QUAND LE LOGEMENT REND MALADE

La Fondation Abbé Pierre a réalisé la première étude sur les impacts de la précarité énergétique sur la santé en France. Les résultats sont sans appel.

Comment la privation de chauffage aggrave l'état de santé des ménages précaires ? Malgré l'importance de cette question, la France était dépourvue d'études à ce sujet. Convaincue qu'il y a là un enjeu majeur dans la lutte contre la précarité énergétique, la Fondation Abbé Pierre a initié une étude sur ses conséquences sanitaires. Une enquête pilote est menée en 2011-2012 dans l'Est héraultais, afin de tester le protocole élaboré. Puis, une seconde démarche dans le Douaisis, financée notamment par la Fondation Macif, est venue conforter les premiers résultats en 2012-2013. 362 logements et 750 personnes sont enquêtées et les conclusions sont sans

appel: des différences apparaissent entre l'état de santé des personnes exposées à la précarité énergétique et celles qui ne le sont pas, avec des conséquences physiques (problèmes respiratoires, prédominance de rhumes et angines...) et mentales (dépression, anxiété...). Avec la publication de ces résultats, la Fondation Abbé Pierre espère faire évoluer la prise en charge de la précarité énergétique par les pouvoirs publics.

Fondation Abbé Pierre

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 60 000 euros



fondation-abbe-pierre.fr



ILS S'AIMENT, MAIS CE N'EST PAS CE QUI LES RAPPROCHE.

8 millions de personnes souffrent du froid parce qu'ils n'ont pas les moyens de chauffer leur logement. AGISSONS !



© Fondation Abbé Pierre

Photo: Max Sully - www.illustration.com



S'ALLIER POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Les dispositifs d'aide à la lutte contre la précarité énergétique sont nombreux et parfois éloignés de ceux qui en ont le plus besoin. L'Agence nouvelle des solidarités actives, l'UNCCAS* et la Fondation Macif unissent leurs forces pour renforcer la coordination des acteurs et des réponses.

La lutte contre la précarité énergétique est désormais un enjeu reconnu en France. Autoréhabilitation accompagnée, apprentissage des écogestes, aides au financement des travaux... de nombreuses réponses sont apportées pour combattre ce fléau qui touche près de 3,4 millions de Français. Mais les ménages les plus modestes restent bien souvent à l'écart de ces dispositifs par

manque d'information, ou parce qu'ils ne peuvent financer le reste à charge pour des travaux de réhabilitation. L'ANSA (Agence nouvelle des solidarités actives) et l'UNCCAS proposent d'accompagner plusieurs territoires pour mettre en place « une plateforme précarité énergétique » sur le modèle d'une première expérimentation réalisée à Grenoble. Ce dispositif de coordination des réponses permet de mieux prévenir et traiter les situations de précarité énergétique, en s'adaptant aux enjeux du territoire et en intégrant les acteurs du secteur social, du logement et de l'énergie.

* Union nationale des centres communaux et d'action sociale.

ANSA (Agence nouvelle des solidarités actives)

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 6 250 euros

82 PROJETS SOUTENUS

Lien social, lutte contre l'exclusion et entrepreneuriat social

Anne Charpy,
fondatrice de VoisinMalin
et Denis Griponne, manager
du projet, font des voisins
des médiateurs entre institutions,
entreprises et habitants de leur
quartier.

solidarité **entre voisins**

échanges de services

pouvoir d'agir

insertion sociale et professionnelle

entrepreneuriat social

économie sociale et solidaire

ET DE DIX !

Dix Accorderies ont ouvert leurs portes sur le territoire français depuis 2010. Ces systèmes solidaires d'échanges de services entre habitants d'un même quartier, initiés en France par la Fondation Macif, rencontrent un franc succès, en ville comme à la campagne.

Depuis 2010, la Fondation Macif contribue au développement du réseau d'Accorderies en France. Ces structures permettent à des habitants d'un quartier de se regrouper pour échanger entre eux des services comme des travaux de couture, de la garde d'animaux, du covoiturage, etc. sur la base d'un système de crédits de temps. Les membres d'une Accorderie peuvent ainsi valoriser leur savoir-faire tout en améliorant leurs conditions de vie socioéconomiques.

Après Paris (14^e, 18^e, 19^e et Grand Belleville), Chambéry et Die, une nouvelle Accorderie a ouvert ses portes à Surgères en Poitou-Charentes. Portée par un collec-

tif de citoyens, il s'agit de la deuxième en milieu rural et de la première dans l'ouest de la France. Progressivement, d'autres Accorderies se déploient sur le territoire, et notamment à Bordeaux, Grenoble, Montpellier et Ambérieux-en-Bugey. Au total, dix structures sont regroupées au sein d'un réseau français.

Réseau Accorderies France et associations porteuses d'Accorderies

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 196 500 euros

National

LES FEMMES DE LA CITÉ

Mobiliser et impliquer les populations immigrantes primo-arrivantes* dans la recherche des solutions à leur intégration et leur émancipation, c'est le caractère novateur du programme Divers Cité mené par l'association Sœur Emmanuelle - Asmae.

Déracinement culturel, isolement, discrimination... les populations immigrantes primo-arrivantes des Zones urbaines sensibles sont bien souvent victimes de plusieurs facteurs cumulatifs nuisibles à leur intégration. Un constat d'autant plus vrai pour les femmes, parfois très faiblement émancipées et démunies face à l'administration ou lors de la recherche d'un emploi. Avec le programme Divers Cité, l'association Sœur Emmanuelle - Asmae

revendique un autre rôle pour ces femmes : devenir actrices de la vie sociale, économique et politique de la société française. Pour y parvenir, l'association mobilise et implique les habitantes elles-mêmes via la création de collectifs où leurs compétences sont développées et où les liens communautaires (territoriaux, ethniques, culturels, religieux...) sont valorisés. Cette approche innovante permet à ces femmes de constituer une force collective capable

de négocier les moyens de ses actions et, par là même, d'agir pour leur avenir.

** Toute personne arrivant pour la première fois dans un pays et s'installant durablement dans un pays.*

Association Sœur Emmanuelle - Asmae

Territoire : Île-de-France
Montant total des subventions : 37 201 euros

Délégation Mutavie

© VoisinMalin



Les VoisinMalin rendent visite aux résidents du quartier pour les accompagner dans leurs démarches administratives et d'accès aux services.

LES VOISINS, ACTEURS DE LEUR QUARTIER

Après deux années d'activité à Courcouronnes, dans l'Essonne, VoisinMalin, véritable passerelle entre habitants des quartiers, institutions et entreprises de services, a essaimé dans d'autres villes d'Île-de-France. Retour sur ce projet né grâce à l'implication des habitants.

Transport, urbanisme, habitat, environnement... la politique de la ville concerne en premier lieu ses habitants. Mais les liens sont parfois distendus entre ces derniers, les institutions et les entreprises de services, souvent anonymes et difficiles d'accès. Partant de ce constat, Anne Charpy a imaginé faire appel à des voisins ressources et à leurs compétences pour recréer ce lien social perdu. Elle lance l'expérimentation, VoisinMalin en 2011, à Courcouronnes,

dans l'Essonne, où une équipe de dix « voisins » jouent la médiation auprès de résidents. Projet de réhabilitation du bailleur social, questionnaire santé mené par la mairie, accessibilité aux services de La Poste et des transports en commun... les institutions et entreprises passent commande et les VoisinMalin informent, expliquent les projets aux habitants et les accompagnent dans leurs démarches. Fort de ce succès, VoisinMalin s'est depuis

dupliquée à Aulnay-sous-Bois, Ris-Orangis, Grigny et bientôt dans deux autres villes, créant au total une cinquantaine d'emplois et permettant d'assurer le lien auprès de 5 000 familles.

Association VoisinMalin

Territoire : Courcouronnes, Aulnay-sous-Bois, Ris-Orangis, Grigny
Montant total des subventions : 25 000 euros

Délégation Gâtinais Champagne



LES QUARTIERS NORD DE MARSEILLE VOUS ACCUEILLEN



Délégation
Provence
Méditerranée



© R. Beurrier

Avec le concours de la Macif, Hôtel du Nord a obtenu, fin 2013, l'autorisation de vendre ses prestations, une activité jusqu'alors réservée aux agences de voyages. Pour cette coopérative, c'est un signal fort affirmant la primauté de l'hospitalité sur la « prestation hôtelière » tout en confirmant celle des personnes sur le capital.

Prosper Wanner

Hôtel du Nord fait découvrir l'hospitalité des habitants des quartiers nord de Marseille, et valorise un patrimoine atypique grâce à un réseau de chambres d'hôtes. Cette démarche de développement local centrée sur la rencontre est unique en Europe.

« Notre coopérative propose, depuis 2010, des chambres d'hôtes et la découverte du patrimoine culturel et naturel des XV^e et XVI^e arrondissements, au nord de Marseille. Bastides, friches industrielles, savonnerie, canaux, balades urbaines, sans oublier la découverte de nos produits locaux... c'est un autre regard sur des quartiers souvent décriés et pourtant riches de plusieurs siècles de brassages culturels ! C'est pour nous, habitants de Marseille, une manière de réinventer des formes d'hospitalité tout en revendiquant la diversité des quartiers. Les clients ? Des entreprises, des associations et des touristes, surtout étrangers, qui veulent découvrir la ville autrement. Cette initiative rencontre un véritable succès et nous pensons à l'essaimer dans d'autres régions de France. »

Prosper Wanner
Gérant de la coopérative

Coopérative Hôtel du Nord

Territoire : Marseille
Montant total des subventions : 10 000 euros

L'INNOVATION ENTRE EN GARE !

Comment recréer de l'emploi et du lien social sur un territoire ? En tirant parti de son plus grand lieu de passage : sa gare. Exemple à Delle, dans le Territoire de Belfort, avec l'association ChaCaSol.

« Avec ces voyageurs, touristes ou travailleurs, empruntant quotidiennement le train, la communauté de communes Sud Territoire de Belfort a su identifier une véritable aubaine en faveur du développement économique et humain de son bassin. Avec le chantier d'insertion ChaCaSol, ils ont imaginé faire de la gare de Delle à la fois un pôle économique et un lieu de lien social. La gare a été entièrement réhabilitée ; un café, une épicerie, un point tourisme ont été créés, et aussi prochainement des salles de réunions, des bureaux en location ou encore un service de conciergerie pour les voyageurs ! La gare est devenue un lieu d'accueil et de rencontres à la fois pour les résidents, les associations locales ou encore les groupes de chefs d'entreprises. Ce projet nous a interpellés à la Fondation, notamment parce qu'il fédère à la fois les collectivités, les structures d'insertion, les entreprises et les habitants autour d'un lieu de vie et de mixité. Et quoi de plus essentiel



Émilie Castellano

© E. Castellano

aujourd'hui ! À cela s'ajoute une vraie dynamique d'emploi avec la création de sept postes en insertion et un en CDI. »

**Émilie Castellano - Déléguée
régionale Macif Centre Europe**



© ChaCaSol

Association ChaCaSol

Territoire : Delle, Franche-Comté
Montant total des subventions : 12 000 euros



Délégation
Centre
Europe



FAIRE ENTRER L'INSERTION DANS LE DOMAINE DE L'HÔTELLERIE

L'hôtel-restaurant *Beusoleil* accueille élèves d'école hôtelière et apprentis cuisiniers pour une formation en situation réelle. Deuxième hôtel sous la forme d'une entreprise d'insertion en France, cette approche novatrice apporte une autre dimension au retour à l'emploi de publics en difficulté.



Sophie K.

© B. Fenouil

entreprise classique. Sans cette période de transition dans une ambiance amicale, compréhensive et chaleureuse, je n'y serais pas arrivée. »

Sophie K. - Employée en CDDI par la Table de Cana à l'hôtel-restaurant Beusoleil (33).

« *Beusoleil* m'a tout de suite semblé un cadre idéal pour permettre à des personnes en réinsertion professionnelle de reprendre une activité à leur rythme et dans un environnement plus protégé qu'au sein d'une entreprise classique. Et grâce au soutien de l'État, du conseil régional d'Aquitaine, du conseil général de Gironde et de partenaires comme la Fondation Macif, ATIS « La fabrique à initiatives », le Garie (Groupement aquitain des réseaux de l'insertion par l'activité économique) et Aquitaine active, nous proposons depuis juillet 2012 quatre postes en contrat à durée déterminée spécifiques dits d'insertion (CDDI) à des personnes en réinsertion. »

Christian Prézat - Directeur régional à l'INFA (Institut national de formation et d'application) Languedoc-Roussillon



Christian Prézat

© B. Fenouil

* *Témoignages issus de Tous Sociétaires, magazine des sociétaires du groupe Macif (cahiers Associations et comités d'entreprise)*

SARL Beusoleil

Territoire : Gradignan
Montant total des subventions : 20 000 euros

À TABLE CITOYENS !

En 2013, François Dechy crée *baluchon.fr*, un service de livraison de plats cuisinés 100 % frais et de saison à destination des cadres un peu trop dynamiques. Son entreprise permet à des salariés en insertion de se former aux métiers de la restauration collective et de la livraison.



Toute l'équipe d'À tables citoyens !

© A table citoyens !

« L'idée, c'était de faciliter la vie des salariés franciliens et de créer des emplois en Seine-Saint-Denis pour des personnes peu ou pas qualifiées. La livraison de plats cuisinés, c'est un créneau porteur. Cela permet à ceux qui n'ont pas le temps de cuisiner de ne pas renoncer pour autant à bien manger ! À table citoyens, mon association, forme ainsi des salariés en insertion aux métiers de la restauration collective et de la livraison de proximité. Nos clients commandent leur dîner sur *baluchon.fr*. Ils retirent leur commande le jour de leur choix dans le frigo *Baluchon* installé dans leur entreprise. Ils n'ont plus qu'à réchauffer et à déguster chez eux ! Les dîners sont cuisinés à base de produits frais et de saison, approvisionnés majoritaire-

ment en circuit court auprès d'agriculteurs situés en Picardie et en Île-de-France. Tout est cuisiné en Seine-Saint-Denis pour ensuite être livré sur Paris et la première couronne. On a créé neuf emplois dont six en insertion et nous cuisinons 300 repas par semaine. Notre objectif : entre 300 et 400 repas par jour avec une vingtaine d'entreprises à régaler ! »

François Dechy - Cofondateur et dirigeant de l'entreprise sociale À table citoyens !
www.baluchon.fr

Association À table citoyens !

Territoire : Paris et première couronne
Montant total des subventions : 20 000 euros



François Dechy

© A table citoyens !



UN GÉNÉRATEUR D'ENTREPRISES SOLIDAIRES

Replic accompagne la création de sociétés coopératives d'intérêt collectif* répondant aux besoins des territoires, notamment en termes d'emploi et de protection de l'environnement.

Créé en 2005 en Languedoc-Roussillon, Replic accompagne la création d'entreprises sociales et essaime les expériences réussies. Leurs caractéristiques communes ? Elles sont d'utilité sociale, répondent à des problématiques spécifiques à leur territoire et sont créatrices d'emplois. Sept ans plus tard, neuf coopératives ont émergé en Languedoc-Roussillon, représentant 80 associés et 80 salariés, dont près de la moitié en insertion. Parmi ces entreprises, on trouve

une société de nettoyage industriel écologique, une activité de recyclage de déchets professionnels ou encore un restaurant misant sur les circuits courts. Fort de ce succès, Replic est dupliquée en 2012 à Lille. Le Traiteur de caractère, à l'image de la Table de Cana dans le sud de la France (service de restauration événementielle travaillant exclusivement avec des produits respectant les saisons), est la première initiative lancée dans la métropole nordiste.

* Ce statut autorise notamment la participation de collectivités, d'associations et d'acteurs privés dans la gouvernance de l'entreprise.

** Témoignage issu de Tous Sociétaires, magazine des sociétaires du groupe Macif (version Nord-Pas de Calais)

URSCOP Languedoc-Roussillon

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 30 000 euros

Collectif national Replic

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 30 000 euros

REPLIC Nord - Pas-de-Calais

Territoire : Nord - Pas-de-Calais
Montant total des subventions : 14 000 euros



© PQR Voix du Nord - C. Lefebvre



Tout devient possible avec la force du collectif**

Trop de porteurs de projets de l'économie sociale et solidaire sont découragés par la complexité des démarches à effectuer. Plutôt que de passer du temps à inventer un modèle, nous reprenons une initiative avec l'appui de son fondateur et cela fonctionne très bien. Ce temps gagné, nous pouvons le consacrer à la mobilisation de nos réseaux. »

Stéphane Coquerelle - Directeur général de Replic Nord - Pas-de-Calais et fondateur de Traiteur de caractère



UNE FABRIQUE À INITIATIVES

En Picardie, la Chambre régionale d'économie sociale et solidaire (Cress) lance une vaste coopération de ses acteurs publics et privés pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux de la région.

Filière agricole et circuits courts alimentaires, traitement des déchets, petite enfance, tourisme, écomobilité ou encore précarité énergétique, en Picardie les enjeux ne manquent pas ! Pour y répondre, la Chambre régionale d'économie sociale et solidaire (Cress) fait appel à la méthode « Fabrique à initiatives ». Son tour de force : impliquer l'ensemble des acteurs du territoire. Ici, les collectivités locales

sont partie prenante de la réflexion et un binôme inédit d'acteurs privés et publics pilote la mise en chantier des réponses entrepreneuriales apportées aux besoins sociaux et environnementaux détectés. Au total, 170 personnes réfléchissent et agissent aux côtés de la Cress Picardie pour constituer une véritable dynamique d'innovation sociale nécessaire au territoire.

Initiées par l'Avisé (Agence de valorisation des initiatives socioéconomiques) et soutenues dès leur démarrage par la Fondation Macif, les Fabriques à initiatives permettent la création et l'émergence de nouvelles entreprises à vocation d'utilité sociale et/ou environnementale.

Cress Picardie

Territoire : Picardie
Montant total des subventions : 19 000 euros

LES JEUNES ET LE TERRITOIRE

Les jeunes en décrochage scolaire et sans formation professionnelle sont de plus en plus exposés à des situations d'exclusion. Dans le Val-d'Oise, Aide et Action leur construit un parcours d'intégration.

À l'est du département du Val-d'Oise, la communauté d'agglomération Val de France et ses 140 000 habitants comptent plus de 72 % de résidents de quartiers classés en Zones urbaines sensibles. Aide et Action y lance une expérimentation afin de rapprocher le monde du travail, de jeunes ayant décroché du système scolaire et sans aucune formation professionnelle. Cette association accompagne quarante-

cinq jeunes et cinq adultes bénéficiaires du RSA, dans l'acquisition de compétences préalables à toute formation ou emploi. Afin de donner toutes leurs chances à ces publics fragilisés, Aide et Action met en lien des associations et employeurs locaux, des responsables éducatifs, des formateurs professionnels et des spécialistes de l'insertion, ainsi que les représentants des collectivités locales pour déterminer

les meilleurs parcours d'intégration et d'insertion professionnelle. Cette expérimentation, sous forme de recherche-action, permettra d'établir un modèle d'actions pour d'autres territoires.

Association Aide et Action

Territoire : Val-d'Oise
Montant total des subventions : 38 400 euros



Lien social, lutte contre l'exclusion et entrepreneuriat social



Forum Emploi Jeun'Ess avec, de gauche à droite, Roger Belot, président-directeur général de la Maif, Hugues Sibille, vice-président du Crédit Coopératif, Alain Philippe, président de la Fondation Macif, Benoît Hamon, ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire, et Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale.



UN EMPLOI DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?

Mieux faire connaître l'économie sociale et solidaire auprès des jeunes afin de renforcer leur implication dans ce secteur, c'est l'objectif du programme Jeun'ESS initié par l'État, la Fondation Macif et d'autres partenaires de l'économie sociale et solidaire.

87 % des jeunes adhèrent massivement aux principes de l'économie sociale et solidaire (ESS) et souhaiteraient les voir adoptés par l'ensemble des organisations et entreprises. Cette attractivité pour l'ESS a encouragé, en 2010, la création du programme Jeun'ESS dans un partenariat inédit réunissant l'État, l'Avise, la Caisse des dépôts et six entreprises et fondations de l'économie sociale et solidaire dont celle de la Macif. Formations, conférences, campagnes de communication et création de réseaux d'entraide et de parrainage comptent parmi les principales actions menées dans le cadre de ce programme.

En 2013, Jeun'ESS organisait à Paris le premier forum emploi favorisant la rencontre de près de 3 000 jeunes avec les employeurs d'une économie qui érige la démocratie, la transparence et la poursuite de l'intérêt général parmi ses principes fondamentaux.

AVISE

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 50 000 euros

S'ENGAGER POUR LES QUARTIERS

Depuis 2011, le concours « S'engager dans les quartiers » organisé par la Fondation FACE récompense des projets contribuant durablement au développement économique et à la cohésion sociale des quartiers, rénovés ou en cours de rénovation urbaine. Nouveauté 2013, la question de l'essaimage fait son entrée.

En 2013, la Fondation Macif a rejoint les partenaires de la Fondation FACE (la Fondation Agir contre l'exclusion) pour la troisième édition de son concours « S'engager dans les quartiers ». Elle s'associe ainsi à la découverte de projets d'innovation sociale, de création d'activité, d'insertion professionnelle ou encore de création de lien social dont les terrains d'action sont les quartiers, rénovés ou en cours de rénovation urbaine. La Fondation Macif devient également le partenaire exclusif de FACE sur la définition d'une méthodologie d'essaimage des projets primés. Elle apporte ainsi son soutien financier aux travaux d'analyse de l'ensemble des projets lauréats des années passées, afin de mettre en exergue les éléments forts et définir les conditions de leur essaimage.



LES PROJETS LAURÉATS EN 2013

- « **Co-Group, groupement d'entreprises sociales** », porté par Social square à Dunkerque, vise à développer, dans les quartiers, des espaces de travail écoresponsables pour les petites entreprises, les télétravailleurs et les consultants isolés.
- « **L'atelier-boutique éthique et solidaire** » porté par des Femmes en Fil à Nantes, implanté au cœur d'un quartier sensible, est un atelier-boutique de couture agissant pour l'entrepreneuriat au féminin.
- « **Prévenir les violences et agir pour la citoyenneté** », porté par l'École de la paix à Grenoble, est une association intervenant en milieu scolaire et dans des structures socioéducatives pour apprendre aux enfants la nécessité des règles et des lois pour vivre ensemble.
- « **L'accorderie de Chambéry** », porté par La Monnaie Autrement à Chambéry, propose aux habitants de se regrouper pour échanger des services, sans contrepartie financière.

Fondation FACE

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 15 000 euros



L'À OÙ LES PREMIERS PEUPLES LENGENDRENT LE PROGRÈS

Le Centre d'innovation des premiers peuples apporte son soutien à des initiatives novatrices pour répondre à la précarité dans laquelle vivent de nombreuses communautés autochtones du Québec.

Créé au Québec, le Centre d'innovation des premiers peuples repère et accompagne des entrepreneurs sociaux autochtones, soucieux de s'investir dans l'amélioration des conditions économiques et sociales de leur communauté. Premières nations sur et hors réserves, Inuits et Métis du Québec, ces populations rencontrent en effet des difficultés pour s'émanciper et développer

leurs propres entreprises. Le Centre les guide ainsi vers les services appropriés et les assiste dans les procédures administratives et légales. La Fondation Macif accompagne cette initiative dont le but est de dynamiser le développement socioéconomique des premiers peuples, et d'établir des ponts avec les grands contributeurs de l'économie québécoise.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE À L'INTERNATIONAL

En Amérique centrale, AQABAL accompagne la structuration de l'économie sociale et solidaire afin de conforter le mieux-vivre des petits producteurs.

Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador... l'Amérique centrale est en marche vers l'économie sociale et solidaire. Plus de 80 000 de leurs entreprises locales de production de café, canne à sucre ou encore de maraîchage se sont regroupées dans le cadre du programme Aqabal afin de faciliter leur accès aux marchés locaux, régionaux et mondiaux. L'optimisation des étapes de production, mais aussi l'amélioration de leurs pratiques de gestion solidaires constituent les leviers d'action. Ce

regroupement de structures de l'ESS (dont un certain nombre agricoles) se présente comme une réelle alternative au modèle socioéconomique actuellement dominant.

AQABAL

Territoire : Amérique centrale
Montant total des subventions : 32 000 euros

International



Centre d'innovation des premiers peuples

Territoire : Québec
Montant total des subventions : 50 000 euros



9 PROJETS SOUTENUS

Mobilité, transports

À Dolus d'Oléron (Charente-Maritime), l'association Roule ma frite 17 recycle les huiles alimentaires usagées pour en faire du biodiesel ou encore de la wax !
De gauche à droite, en arrière-plan : Frédéric Delage (cuisinier), Melvin Précigout (collecteur), Grégory Gendre (coordinateur), Xavier Meystre (prof de chimie), au premier plan : François Bargain (conducteur de petit train), Romain Gaudier (surfeur).

Nouveaux carburants
plateforme de services
transports durables

UN CARBURANT ALTERNATIF



Grégory Gendre

Accompagné dès 2006 par la Fondation Macif, en Charente-Maritime, l'expérimentation Roule ma frite a transformé son essai. Aujourd'hui, sept antennes régionales collectent et recyclent les huiles alimentaires usagées (HAU) avec, en toile de fond, une véritable réflexion sur la mobilité.

« Expérimentale, au départ, notre production de biodiesel à base d'huiles alimentaires usagées (HAU) a fait rouler le petit train touristique de l'île d'Oléron. Puis, de nombreuses personnes sont venues nous voir pour rouler, elles aussi, à l'huile. Ces personnes, en situation de précarité, n'ont plus les moyens de s'acheter de l'essence et cela impacte leur recherche ou leur accès à l'emploi. C'est pourquoi Roule ma frite (RMF) s'est associé au projet de plateforme de mobilité sociale de Charente-Maritime, pour trouver des solutions. En parallèle, nous expérimentons un plan de déplacements plus propres, sur le

territoire de l'île d'Oléron. Condition *sine qua non* : autoriser l'exploitation de notre biodiesel. C'est l'enjeu du réseau RMF : faire reconnaître l'huile de friture comme une nouvelle source d'énergie auprès du gouvernement et l'inscrire dans la loi. Ainsi, nous pourrions espérer, avec notre partenaire GECCO*, créer une filière industrielle de revalorisation des HAU, écologique et en circuit court, bien sûr. »

Grégory Gendre
Fondateur de Roule ma frite

* Voir le projet GECCO en page 23

LE CHIFFRE

7 M€

C'est la somme payée par les collectivités chaque année pour entretenir les canalisations de Toulouse, dégradées par les rejets d'HAU dans les égouts.



Pascal Vallat

« Les acteurs du circuit industriel collectent massivement l'huile pour la revendre aux industries pétrochimiques en Île-de-France, voire en Allemagne, où elle est transformée en biocarburants. Cela signifie que des huiles alimentaires usagées (HAU) collectées sur Toulouse parcourent des milliers de kilomètres ! D'un point de vue environnemental et économique, c'est une aberration. Avec Roule ma frite, nous collectons, transformons les HAU et redistribuons le produit transformé en circuit court. C'est un cercle vertueux. Nous travaillons aussi en recherche et développement sur la composition d'un détergent qui permettra de retirer le goudron de machines de travaux publics. Ce produit sera écologique et non nocif pour la santé de ses utilisateurs. »

Pascal Vallat
Responsable de Roule ma frite 31

Roule ma frite 17

Territoire : Île d'Oléron
Montant total des subventions : 10 000 euros

Roule ma frite 31

Territoire : Toulouse
Montant total des subventions : 15 000 euros

LA RÉGLEMENTATION

Une directive européenne de 2003 autorise l'utilisation des agrocarburants et des carburants renouvelables dans les transports. L'Allemagne s'est ainsi fondée sur ce texte pour autoriser l'utilisation des HAU pour la production de biodiesels. À l'inverse, la France interdit encore cette pratique sauf pour les itinéraires fixes – par exemple, un petit train, une ligne de bus, ou encore un engin de travail sur un site dédié.

2013

FONDATION MACIF
GUIDE DES PROJETS

22 PROJETS SOUTENUS

Santé

Les jeunes en service civique d'Unis-Cité encouragent les enfants de 6 à 11 ans à adopter une alimentation plus saine et à pratiquer une activité physique régulière (voir page 63).

Accès **aux soins**
pharmacie solidaire

vie en hôpital

alimentation saine

pratique sportive

LES SOINS DENTAIRES ACCESSIBLES À TOUS

Une partie de la population renonce aux soins dentaires, faute de moyens financiers. À Créteil, l'association Philadent crée un centre dentaire avec une prise en charge adaptée aux besoins.

Malgré un système de protection sociale universelle, 15,4 % de la population adulte déclare avoir renoncé à des soins médicaux pour des raisons financières au cours des douze derniers mois. En première ligne, les soins dentaires pratiqués avec des tarifs souvent trop onéreux pour les foyers modestes et de plus en plus en dépassement d'honoraires, empêchant une bonne prise en charge par la Sécurité sociale*. Pour rompre avec cette inégalité sociale,

Loubna Bonneto, assistante d'un cabinet dentaire, a créé l'association Philadent afin de rendre accessibles à tous les soins dentaires et selon les plus hauts critères de qualité. L'association a ainsi ouvert, en janvier 2014, un centre de santé dentaire à Créteil, dans le Val-de-Marne, ouvert notamment aux bénéficiaires CMU, RSA, AME**. Deux chirurgiens-dentistes et deux orthodontistes y dispenseront des soins, à des tarifs modérés avec une prise en charge globale du patient



LA PHARMACIE SOLIDAIRE

Inventons la santé autrement (ISA) facilite l'accès aux soins pour tous en faisant de la pharmacie un lieu d'orientation, d'information et d'échanges consacré à la santé des plus démunis.

En France, les inégalités sociales de santé s'accroissent. Le reste à charge pour les patients ne cesse d'augmenter et le renoncement aux soins est de plus en plus courant, notamment pour des populations avec un faible niveau de vie. L'association ISA (Inventons la santé autrement) propose de

coordonner les professionnels de la santé (généralistes, dentistes, ophtalmologistes, kinésithérapeutes...) pour faciliter l'accès aux soins de ses usagers. Au cœur de ce dispositif : la pharmacie, lieu visible et de proximité pour les publics concernés. Ce véritable lieu d'échanges comportera un espace de prise



lui permettant d'être mieux orienté sur les questions concernant sa santé.

* « Le renoncement aux soins pour raisons financières : une approche économétrique ». Caroline Després (Irdes), Paul Dourgnona (Irdes ; université Paris-Dauphine, Leda-Legos), Romain Fantin (Irdes), Florence Jusot (université Paris-Dauphine, Leda-Legos ; Irdes) – Novembre 2011

** CMU : Couverture médicale universelle, RSA : Revenu de solidarité active, AME : Aide médicale d'État.

Association Philadent

Territoire : Créteil, Val-de-Marne
Montant total des subventions : 20 000 euros

en charge individualisé. Ce décloisonnement sera expérimenté dans un premier temps sur un seul territoire avant d'envisager une duplication au niveau national. Cette initiative novatrice représentant des modifications profondes des pratiques et représentations en matière de santé est accompagnée par la Fondation Macif, notamment sur la réalisation d'une étude de faisabilité.

Association Inventons la santé autrement

Territoire : Marseille
Montant total des subventions : 30 000 euros

DES SOLUTIONS DE RÉPIT POUR LES AIDANTS

Ils sont 8,3 millions en France à accompagner quotidiennement un proche malade, en situation de handicap ou dépendant. Ceux qu'on appelle « aidants » nécessitent aussi un soutien, un accompagnement et du répit. L'UNA* expérimente sur le territoire isérois une réponse à leurs besoins.

« Dans la suite des actions menées par le groupe Macif (ateliers, colloques), une réflexion conjointe entre UNA Isère et la Fondation Macif s'est fait jour afin d'élaborer des solutions de répit à domicile et de soutien des aidants familiaux. À partir de l'analyse de l'existant, il a été décidé d'orienter le projet vers une solution de répit à domicile avec un prestataire « prenant la place de l'aidant naturel » sur un dispositif d'une demi-journée à trois jours. Un groupe de travail fait avancer les dispositifs de répit en prenant en compte notamment la législation du travail, les coûts et restes à charge, la recherche évaluative, les outils et démarche qualité, actions de plaidoyer ainsi que les coopérations nécessaires. Ce dispositif respectant des valeurs humaines favorise le maintien



Pierre Gros

© Mourad Chefrai/Macif

à domicile des personnes en situation de perte d'autonomie, quelle que soit la cause, et non pas l'accompagnement vers la perte d'autonomie. Le projet, se veut innovant en matière réglementaire et juridique et va faire appel à la création d'un nouveau métier tout en respectant le droit du travail. La personne aidée peut ainsi être maintenue dans son lieu de vie et éviter l'aggravation de la dépendance et du stress. Son rythme de vie et ses habitudes sont préservées... En confiance, la personne aidante peut se reposer

physiquement et psychologiquement en toute sérénité. »

Pierre Gros - Administrateur Macif et Macif Mutualité, membre du comité de pilotage SR2I (Solutions de répit innovantes en Isère)

* UNA : Union départementale de l'aide, des soins et des services à domicile.

Association UNA Isère

Territoire : Isère
Montant total des subventions : 50 000 euros



Délégations
Rhône-Alpes
et Macif
Mutualité

SE RECONSTRUIRE APRÈS UN ACCIDENT DE LA VIE*

L'association Comme les autres accompagne les personnes lourdement handicapées, suite à un accident, dans l'apprentissage de leur nouveau « soi » et la reconstruction de leur vie personnelle, sociale et professionnelle.

Comme souvent, au départ, il s'agit d'une histoire personnelle : celle de Mickaël Jérémiasz, paraplégique à la suite d'un accident de ski. En quelques années, et avec le soutien de ses proches, il parvient à dépasser son handicap pour vivre de sa passion, le tennis en fauteuil, et à reconstruire une vie personnelle et sociale épanouie. Avec sa femme et son frère, il décide de partager cette expérience pour aider d'autres personnes à surmonter leur traumatisme et crée l'association Comme les autres. L'association organise des séjours aventures sportifs avec des participants handicapés. C'est la « piqûre d'adrénaline », le premier pas vers la réconciliation avec son corps et l'estime de soi et, la première étape avant d'emprunter le chemin qui mènera à une reconstruction de sa propre vie sociale et professionnelle. Sur ce chemin, l'énergie générée pendant les séjours constitue un

vecteur de motivation pour les participants. Comme les autres les accompagne par un coaching individualisé et un suivi médico-social, avec l'expertise d'une équipe professionnelle pluridisciplinaire (médecin-référent, assistante sociale, psychologue, éducateurs spécialisés). Une initiative exemplaire œuvrant à un changement de regard sur le monde du handicap.

** Soutien apporté dans le cadre du programme coopératif entre les fondations de la Macif, de la Maif et Paul Bennetot de la Matmut, dont l'objectif est de favoriser une meilleure prise en compte des conséquences médicales, familiales, professionnelles ou sociales des accidents liés aux pratiques sportives et de loisirs des jeunes.*

**Association
Comme les autres**

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 57 800 euros



Antoine Vuillaume

© Antoine Vuillaume

Nicolas, ambassadeur de l'économie sociale et solidaire lors d'un événement Lille Métropole

MOBILISATEUR D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Innové pour mobiliser, c'est le leitmotiv de Voix publique, une agence de communication. Cette société coopérative imagine des dispositifs inédits pour que les citoyens s'engagent en faveur de causes liées notamment à la santé publique, avec la Fondation Macif.

« Qui n'a pas entendu parler de don du sang, de moelle osseuse ou encore de don d'organes ? Pourtant, et à titre d'exemple, seulement 3 % d'entre nous font don de leur sang. Des obstacles au passage à l'action, il y en a : manque d'informations, de compréhension... mais aussi difficulté à s'engager. À Voix publique, nous pensons que deux personnes qui se parlent, c'est bien plus efficace pour comprendre une cause et s'investir. Aussi, notre société coopérative et agence de communication fait de la rencontre son moyen de communication privilégié. Nos mobilisateurs d'intérêt général échangent avec les gens dans la rue, dans l'espace public et répondent à leurs questions,

leur permettent de dépasser les idées reçues pour les inciter à agir. Et il suffit parfois de mettre le pied à l'étrier une seule fois pour enclencher la machine. C'est pourquoi nous proposons directement aux personnes qui veulent s'engager de les emmener aux points de collecte ou de prendre rendez-vous pour un don. »

Antoine Vuillaume - Cofondateur de Voix publique

SCOP Voix publique

Territoire : Lille
Montant total des subventions : 11 015 euros

DES ORDINATEURS POUR LES ENFANTS À L'HÔPITAL

L'association Docteur Souris récupère des ordinateurs pour les services pédiatriques d'hôpitaux. Les utilisateurs ? Des enfants malades qui, grâce à ce dispositif, peuvent conserver le contact avec l'extérieur poursuivre leur apprentissage et aussi... se distraire !

« Les entreprises renouvellent régulièrement leurs ordinateurs, alors qu'ils fonctionnent encore très bien. La vocation de l'association Docteur Souris est d'équiper les hôpitaux d'un système pour que les

enfants disposent d'ordinateurs et d'un accès sécurisé à Internet. Nos ordinateurs sont disponibles dans les chambres, les classes, les salles de jeux, à disposition de tous, que les enfants soient en hospitali-

sation de longue ou courte durée, qu'ils soient lourdement handicapés ou non. Les enfants accèdent sur leur ordinateur à un portail riche en propositions ludoéducatives (films, dessins animés, jeux, musique, vidéos, contenus scolaires... et leurs sites favoris sur Internet). Le fait de disposer d'un ordinateur est un élément important pour le bien-être à l'hôpital. Par exemple, lors d'une hospitalisation de jour, il permet à l'enfant de ne pas trop stresser avant une opération, de penser à autre chose. »

Roger Abehassera
Président et fondateur de Docteur Souris

Les ordinateurs portables sont reconditionnés par un atelier de réinsertion sociale géré par les Restos du cœur en Vendée. En 2014, Docteur Souris fait fonctionner plus de 1 100 ordinateurs chaque jour dans 25 hôpitaux, qui sont utilisés plus de 10 000 enfants par an.

Association Docteur Souris

Territoire : France entière
Montant total des subventions : 18 000 euros



© Docteur Souris

Délégation
Macif
Mutualité



Délégation

Centre-
Ouest
Atlantique



LE SERVICE CIVIQUE POUR UNE MEILLEURE ALIMENTATION

Après la lutte contre la précarité énergétique, Unis-Cité s'attaque à la problématique de l'alimentation, face à l'augmentation de l'obésité en France.

Selon le Programme national nutrition santé : 12 à 15 % des enfants français sont en surpoids ou obèses, et ce pourcentage passe à près de 25 % dans les familles précaires, peu touchées par les messages institutionnels préventifs. Cette situation s'explique notamment par une alimentation mal équilibrée et une sédentarité grandissante des enfants. En réponse, Unis-Cité, pionnier du service civique en France,

a lancé le programme les Vitaminés au sein de quartiers populaires pour encourager les enfants de 6 à 11 ans et leurs parents à adopter une alimentation plus saine et à pratiquer une activité physique régulière, principalement sur le temps du goûter. À l'instar de leur programme Médiaterre* pour lutter contre la précarité énergétique, cet accompagnement est réalisé par des jeunes de 16 à 25 ans en service civique sur une période de six à neuf mois. Encadré par un animateur d'Unis-Cité, leur volontariat est réalisé au sein d'une équipe avec pour missions principales de nouer des relations de confiance avec les habitants et les acteurs du territoire (écoles, associations, clubs sportifs, bailleurs sociaux...) et de mettre en place des actions concrètes et participatives sur le terrain. Au programme : goûters après l'école en bas des immeubles, activités sportives au sein du quartier ou encore animations à la cantine.

* Ce programme est notamment accompagné par les délégations régionales Centre-Ouest Atlantique, Gâtinais Champagne, Loir Bretagne, Provence Méditerranée et Rhône-Alpes de la Fondation Macif.



© Unis-Cité

Association Unis-Cité

Territoire : Niort
Montant total des subventions : 15 000 euros

INDEX DES STRUCTURES ACCOMPAGNÉES PAR LA FONDATION MACIF EN 2013



CENTRE

Jean-Pierre Meneghel

- Association Arborescence
- Crefad Auvergne
- Fnars Bourgogne
- La Cursive Boutaric
- La Montagne verte
- L'Autre bout du monde (Péniche Cancale)
- Les Plateaux limousins
- Récoltés
- Terre de Liens Bourgogne Franche Comte, Auvergne et Limousin p. 33



CENTRE EUROPE

Martine Fournier

- Arbracoop
- Association B4com
- Association Créateurs d'avenirs p. 12
- Association Les invités au festin
- ChaCaSol p. 43
- Coopération (anciennement Antigone Thur Doller)
- Émergence
- Incroyables Comestibles France p. 11
- Les Sheds
- Maison de l'emploi de la Déodatie p. 30
- Savécom
- Soli'Vers



CENTRE-OUEST ATLANTIQUE

Brigitte Tondusson

- Association SEI (Solidarité environnement insertion)
- Écho Mer
- Écopôle
- Épicerie sociale du Pays mellois
- La Cicadelle
- Les Ailes de la vie
- Les Paniers bio solidaires
- Maison de quartier de Port Neuf
- Régie de quartiers d'Angers
- Roule ma frite - Trait bleu p. 54
- Unis-Cité p. 63
- Vienne et Moulière solidarité (VMS)



GÂTINAIS CHAMPAGNE

Édith Lévy

- Association DSPDA
- Conserverie coopérative de Marcoussis
- Habitat et humanisme
- Les Concerts de poche
- Maison de l'emploi et de la formation de Sénart
- Unis-Cité
- Université Paris Est Marne-la-Vallée (UPEM)
- VoisinMalin p. 41
- Terre de Liens Champagne Ardennes



ÎLE-DE-FRANCE

Jean-Paul Grisval

- Association À table citoyens ! p. 45
- Association TEREM (Territoire et emploi) p. 34
- Le Pari solidaire
- Marché sur l'eau
- MPEPS
- Novaedia
- Philadent
- Terre de Liens IDF p. 58
- Union régionale des Scop (URSCOP) IDF p. 33



LOIRE BRETAGNE

Joël Messager

- Association Cohérence p. 8
- Association Joséphine pour la beauté des femmes Rennes
- Biopousses
- Centre communal d'action sociale de Québriac p. 35
- Compagnons Bâisseurs Bretagne p. 31
- Les Amis du jardin
- Les établissements Bollec
- Mobylib 53
- PRODICOOP
- Reconstruire ensemble p. 33
- Revivre
- Unis-Cité



NORD-PAS DE CALAIS

Patrick Maerten

- À la marge
- Cignes
- Énerg-Ethic
- Génération & Cultures
- Groupe Vitamine T
- Habitat PACT
- La Sauvegarde du Nord
- Les Anges Gardins
- Pas-de-Calais habitat p. 32
- REPLIC Nord Pas de Calais p. 46
- Solidarité & Initiative
- Terre de Liens Nord-Pas de Calais



PROVENCE MÉDITERRANÉE

Daniel Mayer

- CitiZen'Ship p. 29
- Compagnons Bâisseurs Provence p. 31
- Enercoop PACA
- Hôtel du Nord p. 42
- Inter-Made
- Inventons la santé autrement (ISA) p. 58
- IRCE
- Oléo dé clic p. 23
- Pléiades services
- Terre de Liens Languedoc-Roussillon
- Unis-Cité



RHÔNE-ALPES

Jan Wycech

- Association de gestion et de promotion de la marque Biovallée® p. 25
- Association Tout Serv'
- Au Potager solidaire
- Collectif Bois d'ici p. 21
- dASA (développement Animation Sud Auvergne)
- Échanges paysans Hautes-Alpes p. 8
- Échange'Heures p. 40
- Huiletic p. 22
- Incubateur de l'École 3 A
- OASURE

La Fondation Macif est présente sur tout le territoire français et repère avec l'aide de ses collaborateurs les initiatives novatrices qui répondent à un besoin social. Elle accompagne les porteurs de ces initiatives dans l'émergence, le développement de leurs idées ou leur diffusion sur d'autres territoires quand elles ont déjà fait leurs preuves.

suite RHÔNE-ALPES

- Solidaires pour une Accorderie dans le Diois (SOLAD) p. 40
- Syndicat mixte intercommunal pour la collecte et le traitement des ordures ménagères de l'embrunais savinois (SMICTOM) p. 24
- UNA Isère p. 59
- Unis-Cité



SUD-OUEST PYRÉNÉES

- Chantal Ballanger**
- APREVA (Association pour la remise en état de véhicules automobiles)
 - Aquitaine Landes Récifs p. 44
 - Beausoleil
 - COOP&BAT
 - La Serre
 - Terre de Liens Aquitaine
 - Traboules
 - Roule ma frite p. 54



VAL DE SEINE PICARDIE

Erick Pitkéviht

- ADRESS (Agence pour le développement régional de l'économie sociale et solidaire)
- Association Échanges pour une terre solidaire
- Bon appétit !
- Cergy autopartage
- Cress Picardie p. 47
- Horizons création
- I.C.Art (Image, cultures et art)
- Le Familien
- Maison de l'Économie solidaire
- Terre de Liens Ile-de-France, Normandie et Picardie



MACIF MUTUALITÉ

Caroline Malan

- Anphi Vivre FM
- Association À l'emploi Autisme Asperger
- Association Comme les autres p. 60
- Association d'Aide aux aidants du pavillon de la Mutualité
- Association libre
- Bidulbuk
- Docteur Souris p. 62
- Équiphoria
- Étincelle Île-de-France
- Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) p. 12
- Fondation Armée du salut
- Fnapaef Conseils de vie sociale
- Inventons la santé autrement (ISA) p. 58
- Lilou Demoiselle sourires
- Ludomonde
- Siel Bleu
- Sol'iage (SOLutions innovantes pour l'autonomie et la gérontechnologie)
- Ugecam Alpc Les Terrasses
- UMC social
- UNA Isère p. 59
- Vies partagées 62
- Voix publique p. 61



MUTAVIE

Catherine Chaigne

- Association Aide et Action p. 47
- Association nationale pour la reconnaissance des victimes (ANPRV)
- Association de préfiguration Enercoop Normandie (APEN)
- Association Les Amis d'Enercoop
- Association Sœur Emmanuelle - Asmae p. 40
- Énergie partagée p. 18
- Éoliennes en pays de Vilaine (EPV) p. 19
- Fondation Énergies pour le monde
- GECCO p. 23
- Impulsions femmes
- Joséphine pour la beauté des femmes p. 28
- La Maison passive France
- Le Moulin du Roc
- Samu social international
- SynLab
- Terre d'abeilles
- Toutes à l'école



NATIONAL

- ANDES (Association nationale de développement des épiceries solidaires) p. 13
- Agence nouvelle des solidarités Actives (ANSA) p. 37
- AQABAL p. 50
- Association Comme les autres p. 60
- Association Du bonheur dans les épinards p. 40
- Association Le Petit Ney p. 40
- Association nationale des Compagnons Bâtisseurs p. 31
- Association Régie de quartier Flora Tristan p. 40
- AVISE (Fonds Jeun'ESS) p. 48
- Centre d'innovation des premiers peuples p. 50
- Comité de liaison énergies renouvelables (CLER)
- CNLRQ
- Coopérative de finance éthique
- Collectif montpelliérain pour une Accorderie autres solidarités Reciproques (COMASOR) p. 40
- Collectif national REPLIC p. 46
- EcoNav
- FNCIVAM p. 14
- FNE (France nature environnement)
- Fondation agir contre l'exclusion (FACE) p. 49
- Fondation CDG (Caisse de dépôts et de gestion)
- Fondation Abbé Pierre p. 36
- Forum France Algérie
- France active
- Habitats solidaires
- La Monnaie autrement p. 40
- Les bâtisseurs d'Emmaüs
- MIRAMAP (Mouvement interrégional des AMAP) p. 15
- Pôle d'exploration des ressources urbaines (PEROU)
- Régie de Quartier du 19^e Nord p. 40
- RELIER p. 21
- RENETA (Réseau national des espaces tests agricoles) p. 10
- Réseau Cocagne
- Réseau des Accorderies France p. 40
- Réseau Môm'Artre
- SamuSocial de Paris
- Solidaires pour une Accorderie dans le Diois (SOLAD) p. 40
- Terre de Liens et Terre de Liens Habitat p. 33
- Tissons la solidarité
- URSCOP Languedoc-Roussillon p. 46

Cathy Rouy - Secrétaire générale
Christine Chard - Assistante
Catherine Graton - Chargée de communication
Roselyne Serac et Marie Boudeau - Chargées de mission
Fabienne Dadebat et Sabine Loszyer - Chargées de la gestion administrative et technique des dossiers

© Thierry Borredon pour toute l'équipe nationale et Martine Fournier ; Mourad Chefai / Macif pour les chargés de mission

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LA COMMISSION VEILLE ET PROSPECTIVE

Composé de personnalités qualifiées, de représentants des sociétaires et de représentants de salariés, le conseil d'administration définit les orientations stratégiques de la Fondation Macif.

REPRÉSENTANTS DES FONDATEURS

Mariène BLAISE CAMUS
Présidente régionale - Macif
Val de Seine Picardie

Didier BREUIL
Délégué national - Macif Rhône-Alpes

Jacques CHEVTCHENKO
Président régional - Macif Loir Bretagne

Gisèle CUNIOT
Membre du Directoire - Mutavie

Marie-Claude GABRIELLI
Déléguée nationale - Macif Mutualité

Michel GARAPON
Délégué national - Macif Centre

Joël GROSJEAN
Président régional - Macif Centre Europe

Helios INSA
Délégué national - Macif
Sud-Ouest Pyrénées

Catherine LE GAC
Présidente de la Fondation Macif,
Déléguée nationale -
Macif Loir Bretagne

Hélène LUCINSKI
Déléguée nationale - Macif
Centre-Ouest Atlantique

Martine MATHIEU
Déléguée nationale -
Macif Île-de-France

Sonia de MEYER
Déléguée nationale Macif
Nord-Pas de Calais

Alain MONTARANT
Vice-président du groupe Macif

Patricia STURTZ
Présidente régionale - Macif
Gâtinais Champagne

René VALLADON
Délégué national -
Macif Provence Méditerranée

APPRÉHENDER LES ENJEUX SOCIÉTAUX POUR MIEUX Y RÉPONDRE

Composée d'administrateurs et de salariés, la Commission veille et prospective nourrit la réflexion des acteurs de la Fondation Macif. En 2013, la mobilité était au cœur des débats.

« Après nous être penchés, en 2012, sur les enjeux de l'alimentation, puis de la lutte contre la précarité énergétique, nous nous sommes intéressés, en 2013, à la problématique de la mobilité en France. Si elle a un impact globalement négatif sur l'environnement, que ce soit en termes de consommation d'énergie et d'espaces naturels avec la

création d'infrastructures, la mobilité est une véritable source d'innovations. Véhicules électriques, partage de la voiture, multimodalité... le paysage des transports change, et ce changement, nous devons l'accompagner. La question de la mobilité en milieu rural ou de son accessibilité pour les personnes à faibles revenus a particulièrement attiré notre

attention. Comment agir pour qu'elle ne soit pas une source de fragilisation, voire de marginalisation de publics vulnérables ? Cette année, les réflexions ont donné lieu à la réalisation d'un guide, qui doit nous conduire à mieux cerner l'ensemble de ces enjeux liés à la mobilité et identifier les acteurs que nous souhaitons accompagner. »



Emmanuel Soulias,
président de la Commission
veille et prospective

REPRÉSENTANTS DES SALARIÉS

Marc AUBERT
Représentant du personnel -
groupe Macif

Cyril COSTE
Représentant du personnel - groupe Macif

PERSONNALITÉS QUALIFIÉES

Gérard ANDRECK
Président du groupe Macif

Michel BAY
Délégué national - Macif
Gâtinais Champagne

Bertrand DELIGNON
Directeur régional Val de Seine Picardie

Guy COURTOIS
Président du comité du label
Finansol ; vice-président du Syneas
(Synergie d'employeurs associatifs au
service de l'action sociale et santé)

Thierry JEANTET
Directeur général d'Euresa,
Président de l'association des
Rencontres du Mont-Blanc

Anne-Claire PACHE
Professeur associé, département
droit et environnement de
l'entreprise et professeur titulaire
de la chaire Philantropie à l'ESSEC

Emmanuel SOULIAS
Directeur de la Responsabilité sociale
et environnementale du groupe Macif

Anne WINTREBERT
Déléguée à la formation professionnelle
et à la cohésion sociale –
Association des régions de France

UNE MINUTE POUR CHAQUE SALARIÉ : UN GRAND PAS POUR LA SOLIDARITÉ

Fin 2013, la Fondation Macif invitait l'ensemble des salariés du groupe Macif à financer les innovations sociales qui leur tiennent à cœur grâce à la plateforme Internet MaFondation.fr

Inspirée par le concept de financement participatif (*crowdfunding*), la Fondation Macif a lancé en décembre 2013 la plateforme Internet MaFondation.fr. Sur cette plateforme, chaque salarié du groupe Macif pouvait financer à l'aide d'une enveloppe de 5 euros que leur confiait la Fondation, une ou plusieurs initiatives déjà soutenues par celle-ci. Une action solidaire en réponse aux attentes exprimées par les salariés pour s'impliquer davantage dans les actions menées par leur Fondation.

Plus de 3 000 salariés ont ainsi attribué près de 15 000 euros à une dizaine d'associations, parmi lesquelles Terre de Liens (voir en p. 15), la FAGE (Fédération des associations générales étudiantes) pour ses épiceries solidaires étudiantes, ou encore Vitamine T, groupe d'entreprises d'insertion à l'origine de la création de nouvelles filières de recyclage d'équipements électriques et électroniques.



20 ANS D'ENGAGEMENT

2013 a également été marquée par la décision d'Alain Philippe de ne pas renouveler son mandat à la présidence de la Fondation Macif. Les 20 ans d'engagement d'Alain Philippe ont permis, outre la création de la Fondation, qu'elle soit reconnue comme un acteur référent sur le champ de l'économie sociale et solidaire et de l'innovation sociale. Sa volonté à maintenir le cap d'une Fondation entièrement vouée au mieux-être et aux besoins fondamentaux des personnes laisse en héritage à tous ses collaborateurs nationaux et régionaux une Fondation au sein de laquelle chacun est fier de travailler.



© Mourad Chetoui / Macif

20ans

« Il y a 12 ans, on nous a pris pour des ovnis ! »

Jean-Baptiste Schmitter, fondateur de la première coopérative d'autopartage, Auto'trement, revient sur cette innovation dans le paysage de la mobilité lors de la soirée de vernissage de l'exposition « 20 ans » à Paris.

1993-2013

20 ANS

EN IMAGES ET EN TÉMOIGNAGES

Tours, Lille, Aix-les-Bains, Agen, Fontainebleau, Paris, ou encore Vichy, l'exposition photographique anniversaire de la Fondation Macif a réalisé un véritable tour de France pour rendre hommage aux innovations sociales qu'elle a soutenues et accompagnées au cours de ses vingt années d'activités.

Le 17 avril 2013 était inauguré, à Paris, l'exposition photographique des 20 ans de la Fondation Macif. En images et en témoignages, l'exposition montre et donne à entendre les acteurs et bénéficiaires des innovations sociales que la Fondation a soutenus depuis 1993. L'exposition aura parcouru au total une vingtaine d'étapes, en 2013, dans toute la France à la rencontre des salariés et délégués du groupe Macif, mais aussi de ses sociétaires, de ses partenaires et du grand public.

Moi, c'est simple, sans Terre de Liens, je ne serais pas là !

Sur une des photos de l'exposition, Nicolas, éleveur, a bénéficié de l'épargne citoyenne collectée par l'association Terre de Liens pour créer son activité agricole.



« Les légumes parcourent moins de 50 km de la ferme à l'assiette ! »

Claire-Emmanuelle Hue débarque des fruits et légumes frais acheminés en bateau de la Seine-et-Marne vers Paris, grâce à son association Le Marché sur l'eau.

« L'insertion, c'est une deuxième chance pour ceux que notre monde compétitif ignore »

Rachid Cherfaoui, au centre, et les salariés de son entreprise la Maison de l'économie solidaire. Avec la création d'une plateforme d'éco-activités, dans le Pays de Bray, il favorise le retour à l'emploi durable pour les publics prioritaires locaux.

« Cet anniversaire est notre manière de féliciter tous ces partenaires que nous avons accompagnés, de les remercier de travailler à des solutions répondant aux problématiques quotidiennes que rencontre chaque citoyen »

Cathy Rouy, secrétaire générale de la Fondation Macif.



FONDATION



AGIR POUR L'INNOVATION SOCIALE